RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE LA DRÔME

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL de la commune de SUZE LA ROUSSE

Séance du 27 juin 2023 – Délibération n° 01

OBJET : AVENANT N° 3 - CONVENTION D'ENTENTE INTERCOMMUNALE

L'an deux mille vingt-trois, le 27 du mois de juin à vingt heures, se sont réunis en salle du conseil les membres du Conseil municipal de la Commune de Suze la Rousse sous la présidence de Monsieur Hervé MEDINA Maire de Suze la Rousse, dûment convoqués le 23 juin 2023.

Présents : Nathalie SAGE, Françoise ALIBERT, Gérard GUÉRIN, Karine PRIEU, Rémy PARRIER, Adjoints. Jacques AUBERT, Carine FROMENT, Sandrine LABAUME, Frédéric NIEDDU, Héléna CHAFFOIS, Pascale LEGER, Blandine FONTAINE, Jérôme CHALAMET, Elisabeth GUYOT, Santo CALI.
Formant la majorité des membres en exercice.

Absents : Stéphanie JACOPIN procuration à Nathalie SAGE, Philippe PRINCET procuration à Blandine FONTAINE, Franck CARRU procuration à Pascale LEGER.

Le secrétariat a été assuré par Carine FROMENT.

Nombre de Membres en exercice :	19
Nombre de Membres présents :	16
Nombre de suffrages exprimés :	19
Votes Pour :	19
Votes Contre :	0
Abstention :	0

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 5221-1, L 5221-2 et D 5211-16

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 20 juin 2019 portant création de l'entente intercommunale,

Vu les délibérations des conseils municipaux des communes membres de l'entente approuvant la convention d'entente intercommunale,

Monsieur le Maire rappelle que dans le cadre d'une volonté partagée de coopération et afin d'apporter une réponse adaptée aux familles des territoires concernés et maintenir la qualité du service public, les Communes de Tulette et Saint-Paul-Trois-Châteaux ont décidé de mutualiser leurs Accueil de Loisirs Sans Hébergement (ALSH) avec les communes de Bouchet, La Baume de Transit, Rochegude, Saint-Restitut, Suze la Rousse, Clansayes et Solérieux dans le cadre d'une convention d'entente intercommunale.

Afin d'apporter des précisions et des modifications, l'avenant n°3 à la convention, joint en annexe, modifie ou complète les modalités d'organisation et de fonctionnement de cette entente

REÇU EN PREFECTURE
le 29/06/2023
Application agréée E-legalite.com
99_DE-026-212603450-20230627-2023062701-

intercommunale. Il vient notamment modifier la refacturation de la commune de Tulette liée à l'utilisation de leur bâtiment et instaure des forfaits pour les camps d'été.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide, à l'unanimité :

- D'approuver l'avenant n°3 à la convention d'entente intercommunale joint à la présente délibération.
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer l'avenant n°3 et tous les documents afférents.

Fait et délibéré en séance
le 27 juin 2023
Le Maire,
Hervé MEDINA

Le Secrétaire de séance,
Carine FROMENT

MAIRIE DE SUZE LA ROUSSE 26790 (DRÔME)

Publiée sur le site internet de la commune le 30 juin 2023

M. le Maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Grenoble ou sur www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'État.

REÇU EN PREFECTURE
le 29/06/2023
Application agréée E-legalite.com
99_DE-026-212603450-20230627-2023062701-

CONVENTION D'ENTENTE INTERCOMMUNALE POUR LA MUTUALISATION DES ALSH « LOISIRS AU VENT » DE TULETTE ET « RUBIS' CUBE » DE SAINT-PAUL-TROIS-CHATEAUX AVEC LES COMMUNES DE BOUCHET, CLANSAYES, LA BAUME DE TRANSIT, ROCHEGUDE, SAINT-RESTITUT, SOLERIEUX ET SUZE LA ROUSSE

AVENANT N°3

La commune de TULETTE représentée par Madame Sylvie MOLINIE, maire de la commune de Tulette, en vertu de la délibération du conseil municipal en date du ,

La commune de SAINT-PAUL-TROIS-CHATEAUX représentée par Monsieur Jean-Michel CATELINOIS, maire de la commune de Saint-Paul-Trois-Châteaux, en vertu de la délibération du conseil municipal en date du ,

D'une part,

Et :

Les communes de :

BOUCHET Représentée par M. Jean-Michel AVIAS, maire de la commune de Bouchet, en vertu de la délibération du conseil municipal en date du,

CLANSAYES Représentée par M. Maryannick GARIN, maire de la commune de Clansayes, en vertu de la délibération du conseil municipal en date du ,

LA BAUME DE TRANSIT Représentée par M. Patrice ESCOFFIER, maire de la commune de La Baume de Transit, en vertu de la délibération du conseil municipal en date du ,

ROCHEGUDE Représentée par M. Didier BESNIER, maire de la commune de Rochegude, en vertu de la délibération du conseil municipal en date du,

SAINT-RESTITUT Représentée par Mme Christine FOROT, maire de la commune de Saint-Restitut, en vertu de la délibération du conseil municipal en date du ,

SOLERIEUX Représentée par M. Gérard HORTAIL, maire de la commune de Solérieux, en vertu de la délibération du conseil municipal en date du ,

SUZE LA ROUSSE Représentée par M. Hervé MEDINA, maire de la commune de Suze-la-Rousse, en vertu de la délibération du conseil municipal en date du ,

D'autre part,

REÇU EN PREFECTURE
le 29/06/2023
Application agréée E-legalite.com
99_DE-026-212603450-20230627-2023062701-

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet de l'avenant

Cet avenant vient compléter ou modifier la convention d'entente intercommunale pour la mutualisation des ALSH « Loisirs au vent » de Tulette et « Rubis'cube » de Saint-Paul-Trois-Châteaux et le cahier des charges rattaché.

Article 2 : Modification de l'article 10 de la convention

L'article 10 – Gestion des locaux de la convention est modifié comme suit :

- Au paragraphe 3, il est mis une souplesse sur la durée d'ouverture du centre de Loisirs au vent qui varie chaque année :

Les locaux de l'ALSH « Loisirs au vent » sont propriétés de la Commune de Tulette. Il convient donc dans le cadre de l'entente intercommunale de les mettre à disposition de la commune de Saint-Paul-Trois-Châteaux lors des périodes de fonctionnement de l'accueil de loisirs « Loisirs au vent » soit **environ** 12 semaines lors des périodes de vacances mais également en amont et en aval de ces périodes, incluant notamment les temps de préparation soit environ 4 mois.

- Au paragraphe 5, Le taux des charges refacturées est modifié :

Les locaux mis à disposition par Tulette n'étant pas exclusivement utilisés pour l'organisation et la gestion de l'accueil de l'ALSH « Loisirs au vent », **29%** des charges relatives aux surfaces occupées des locaux seront refacturées à l'entente.

- Au paragraphe 7, les modalités de calcul sont précisées :

Les locaux mis à disposition par Saint-Paul-Trois-Châteaux étant exclusivement utilisés pour l'organisation et la gestion de l'accueil de l'ALSH « Rubis'Cube », la totalité des charges relatives à ce bâtiment seront refacturées à l'entente.
Pour le calcul du loyer, le temps d'utilisation des locaux est estimé à 23 semaines incluant les vacances et les mercredis mais également les temps de préparation soit environ 7 mois par an.

L'annexe 1, au présent cahier des charges, spécifie les modalités de calculs des charges relatives à la mise à disposition des locaux **avec les durées estimatives de mise à disposition. Les communes appliqueront le loyer prévu à l'annexe 1 au temps réel d'utilisation des locaux pour le fonctionnement et la préparation du centre.**

- Le paragraphe 9 est modifié comme suit :

A ce jour, et sous réserve d'évolution des périodes d'ouverture validées par les communes signataires, l'accueil de loisirs **de Tulette** fonctionnera durant les vacances de la Toussaint, d'hiver (académie d'Aix Marseille), de printemps (académie d'Aix Marseille), et 5 à 6 semaines en été. **Un choix pourra être fait d'ouvrir un seul des accueils aux vacances de la Toussaint en fonction des effectifs**.

Article 3 : Modification de l'article 2.2 du cahier des charges de la convention

L'article 2.2 du cahier des charges est modifié comme suit :

2.1) <u>Tarifs applicables :</u>

REÇU EN PREFECTURE
le 29/06/2023
Application agréée E-legalite.com
99_DE-026-212603450-20230627-2023062701-

Les tarifs appliqués varient en fonction du Quotient Familial (QF) des familles et du nombre d'enfants inscrits.

- Le tarif à la journée comprend le repas, le goûter, l'encadrement, le transport, les diverses activités proposées et les éventuelles sorties.
- Le tarif en demi-journée (matin uniquement) avec repas comprend le repas, l'encadrement, le transport, les diverses activités proposées et les éventuelles sorties.
- Le tarif en demi-journée sans repas comprend le goûter (après-midi), l'encadrement, le transport, les diverses activités proposées et les éventuelles sorties.
- Le forfait camp comprend la prise en charge complète de l'enfant sur la durée du camp : le petit-déjeuner (sauf premier jour), déjeuner, goûter et dîner (sauf dernier jour), l'encadrement, le transport, les diverses activités proposées et les sorties.
- Une pénalité de retard sera due à partir de trois retards pour venir chercher l'enfant au cours d'une même année.

Attention : le transport est mis en place uniquement le matin et le soir

L'entente intercommunale pratique un prix commun pour les administrés de l'ensemble des communes de l'entente ainsi que pour les enfants faisant parties d'associations, partenaires de la commune de Saint-Paul-Trois Châteaux, s'adressant aux enfants porteurs d'un handicap (APESA notamment).
Un tarif extérieur est proposé pour les autres usagers.

Article 4 : Date d'effet de l'avenant

Le présent avenant prend effet à la date de sa notification.

Article 5 : Modifications

L'ensemble des dispositions de la convention initiale, non contraires aux présentes, demeurent inchangées.

Etabli en neuf exemplaires originaux,

Monsieur AVIAS
Maire de Bouchet

Monsieur CATELINOIS
Maire de Saint-Paul-Trois-Châteaux

Monsieur GARIN
Maire de Clansayes

Madame FOROT
Maire de Saint-Restitut

Monsieur ESCOFFIER
Maire de La Baume de Transit

Monsieur HORTAIL
Maire de Solérieux

Monsieur BESNIER
Maire de Rochegude

Monsieur MEDINA
Maire de Suze-la-Rousse

Madame MOLINIE
Maire de Tulette

REÇU EN PREFECTURE
le 29/06/2023
Application agréée E-legalite.com
99_DE-026-212603450-20230627-2023062701-

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE LA DRÔME

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL de la commune de SUZE LA ROUSSE

Séance du 27 juin 2023 – Délibération n° 02

OBJET : TARIFS APPLICABLES DANS LE CADRE DU FONCTIONNEMENT DES CAMPS PROPOSÉS PAR L'ACCUEIL DE LOISIRS SANS HÉBERGEMENT

L'an deux mille vingt-trois, le 27 du mois de juin à vingt heures, se sont réunis en salle du conseil les membres du Conseil municipal de la Commune de Suze la Rousse sous la présidence de Monsieur Hervé MEDINA Maire de Suze la Rousse, dûment convoqués le 23 juin 2023.

Présents : Nathalie SAGE, Françoise ALIBERT, Gérard GUÉRIN, Karine PRIEU, Rémy PARRIER, Adjoints. Jacques AUBERT, Carine FROMENT, Sandrine LABAUME, Frédéric NIEDDU, Héléna CHAFFOIS, Pascale LEGER, Blandine FONTAINE, Jérôme CHALAMET, Elisabeth GUYOT, Santo CALI.
Formant la majorité des membres en exercice.

Absents : Stéphanie JACOPIN procuration à Nathalie SAGE, Philippe PRINCET procuration à Blandine FONTAINE, Franck CARRU procuration à Pascale LEGER.

Le secrétariat a été assuré par Carine FROMENT.

Nombre de Membres en exercice :	19
Nombre de Membres présents :	16
Nombre de suffrages exprimés :	19
Votes Pour :	19
Votes Contre :	0
Abstention :	0

Vu L'article L5221-1 du Code Général des Collectivités Territoriales

Vu La délibération du Conseil Municipal en date du 20 juin 2019 portant création de l'entente intercommunale

Vu Les délibérations des conseils municipaux des communes membres de l'entente approuvant la convention d'entente intercommunale

Vu Les délibérations du conseil municipal validant les avenants à la convention et notamment l'avenant n°3 permettant la mise en place de forfaits

Monsieur le Maire rappelle que les communes de Tulette et Saint-Paul-Trois-Châteaux ont décidé de mutualiser leurs Accueil de Loisirs Sans Hébergement (ALSH) avec les communes de Bouchet, La Baume de Transit, Rochegude, Saint-Restitut, Suze la Rousse, Clansayes et Solérieux dans le cadre d'une convention d'entente intercommunale.

Il expose que l'entente intercommunale a souhaité développer l'offre des accueils de loisirs et répondre à la demande des familles par l'organisation de mini-camps.

REÇU EN PREFECTURE
le 29/06/2023
Application agréée E-legalite.com
99_DE-026-212603450-20230627-2023062702-

Les objectifs pédagogiques de ces mini-camps sont les suivants :

- Rencontrer d'autres enfants et vivre un temps de vacances ensemble
- Développer l'autonomie de l'enfant
- Favoriser l'apprentissage de la vie en collectivité
- Permettre à l'enfant d'être acteur de sa journée
- Découvrir et pratiquer des activités nouvelles

Les mini-camps ont une durée de 4 jours et 3 nuits ; ils seront encadrés par une équipe d'agents permanents renforcée d'animateurs saisonniers.

Les inscriptions sont payantes selon le principe de tranches de revenu appliqué aux tarifs de l'accueil dans les centres. Les tarifs proposés pour les mini-camps sont les suivants :

Quotient familial		Forfait Camp
QF minimum	QF maximum	
0	564.99	50 €
565	730.99	55 €
731	1 100.99	70 €
1 101	1 500.99	85 €
A partir de 1 501		100 €

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide, à l'unanimité :

- D'approuver l'organisation de mini-camps dans le cadre du fonctionnement des ALSH
- De valider les tarifs proposés dans la présente délibération
- Que les crédits nécessaires sont inscrits au budget
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer les documents afférents.

Fait et délibéré en séance
le 27 juin 2023
Le Maire,
Hervé MEDINA

Le Secrétaire de séance,
Carine FROMENT

MAIRIE DE SUZE LA ROUSSE 26790 (DRÔME)

Publiée sur le site internet de la commune le 30 juin 2023

M. le Maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Grenoble ou sur www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'État.

REÇU EN PREFECTURE
le 29/06/2023
Application agréée E-legalite.com
99_DE-026-212603450-20230627-2023062702-

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE LA DRÔME

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL de la commune de SUZE LA ROUSSE

Séance du 27 juin 2023 – Délibération n° 03

OBJET : ADMISSIONS EN NON-VALEUR - CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES

L'an deux mille vingt-trois, le 27 du mois de juin à vingt heures, se sont réunis en salle du conseil les membres du Conseil municipal de la Commune de Suze la Rousse sous la présidence de Monsieur Hervé MEDINA Maire de Suze la Rousse, dûment convoqués le 23 juin 2023.

Présents : Nathalie SAGE, Françoise ALIBERT, Gérard GUÉRIN, Karine PRIEU, Rémy PARRIER, Adjoints. Jacques AUBERT, Carine FROMENT, Sandrine LABAUME, Frédéric NIEDDU, Héléna CHAFFOIS, Pascale LEGER, Blandine FONTAINE, Jérôme CHALAMET, Elisabeth GUYOT, Santo CALI.
Formant la majorité des membres en exercice.

Absents : Stéphanie JACOPIN procuration à Nathalie SAGE, Philippe PRINCET procuration à Blandine FONTAINE, Franck CARRU procuration à Pascale LEGER.

Le secrétariat a été assuré par Carine FROMENT.

Nombre de Membres en exercice :	19
Nombre de Membres présents :	16
Nombre de suffrages exprimés :	19
Votes Pour :	19
Votes Contre :	0
Abstention :	0

Monsieur le Comptable des Finances Publiques sollicite l'admission en non-valeur des sommes indiquées ci-dessous, étant rappelé que cela n'implique pas l'abandon total de ces créances et que, si des possibilités de recouvrement existaient par la suite, il lui appartiendrait de faire toute diligence pour obtenir leur paiement.

Pour l'ensemble de ces demandes, Monsieur le Comptable des Finances Publiques a justifié le motif d'irrécouvrabilité, débiteur par débiteur, et indiqué les poursuites réalisées.
Les listes adressées présentent une synthèse avec indication des catégories de produits et des années.

Les admissions en non-valeur s'élèvent globalement à 707,56 € et concernent des titres de recettes des exercices 2014 à 2019.

REÇU EN PREFECTURE
le 29/06/2023
Application agréée E-legalite.com
99_DE-026-212603450-20230627-2023062703-

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide, à l'unanimité :

- D'accepter la mise en non-valeur des créances irrécouvrables pour un total de 707,56€.
- Que la dépense sera imputée au budget général 2023 au compte 6541.

Fait et délibéré en séance
le 27 juin 2023
Le Maire,
Hervé MEDINA

Le Secrétaire de séance,
Carine FROMENT

MAIRIE DE SUZE LA ROUSSE
26790 (DRÔME)

Publiée sur le site internet de la commune le 30 juin 2023

M. le Maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Grenoble ou sur www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'État.

REÇU EN PREFECTURE
le 29/06/2023
Application agréée E-legalite.com
99_DE-026-212603450-20230627-2023062703-

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE LA DRÔME

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL de la commune de SUZE LA ROUSSE

Séance du 27 juin 2023 – Délibération n° 04

OBJET : ATTRIBUTION SUBVENTION EXCEPTIONNELLE

L'an deux mille vingt-trois, le 27 du mois de juin à vingt heures, se sont réunis en salle du conseil les membres du Conseil municipal de la Commune de Suze la Rousse sous la présidence de Monsieur Hervé MEDINA Maire de Suze la Rousse, dûment convoqués le 23 juin 2023.

Présents : Nathalie SAGE, Françoise ALIBERT, Gérard GUÉRIN, Karine PRIEU, Rémy PARRIER, Adjoints. Jacques AUBERT, Carine FROMENT, Sandrine LABAUME, Frédéric NIEDDU, Héléna CHAFFOIS, Pascale LEGER, Blandine FONTAINE, Jérôme CHALAMET, Elisabeth GUYOT, Santo CALI.
Formant la majorité des membres en exercice.

Absents : Stéphanie JACOPIN procuration à Nathalie SAGE, Philippe PRINCET procuration à Blandine FONTAINE, Franck CARRU procuration à Pascale LEGER.

Le secrétariat a été assuré par Carine FROMENT.

Nombre de Membres en exercice :	19
Nombre de Membres présents :	16
Nombre de suffrages exprimés :	19
Votes Pour :	19
Votes Contre :	0
Abstention :	0

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le décompte du Comité des Fêtes comptabilisant 175 tickets de manège offerts aux enfants des écoles dans le cadre de la fête foraine de juin que la commune s'est engagée à rembourser au Comité des Fêtes ;

REÇU EN PREFECTURE
le 30/06/2023
Application agréée E-legalite.com
99_DE-026-212603450-20230627-2023062704-

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide, à l'unanimité :

- D'attribuer la subvention exceptionnelle d'un montant de 875 € au Comité des Fêtes.

Fait et délibéré en séance
le 27 juin 2023
Le Maire,
Hervé MEDINA

Le Secrétaire de séance,
Carine FROMENT

MAIRIE DE SUZE LA ROUSSE
26790 (DROME)

Publiée sur le site internet de la commune le 30 juin 2023

M. le Maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Grenoble ou sur www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'État.

REÇU EN PREFECTURE
le 30/06/2023
Application agréée E-legalite.com
99_DE-026-212603450-20230627-2023062704-

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE LA DRÔME

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL de la commune de SUZE LA ROUSSE

Séance du 27 juin 2023 – Délibération n° 05

OBJET : TRAVAUX D'ASSAINISSEMENT - DEMANDE DE SUBVENTIONS

L'an deux mille vingt-trois, le 27 du mois de juin à vingt heures, se sont réunis en salle du conseil les membres du Conseil municipal de la Commune de Suze la Rousse sous la présidence de Monsieur Hervé MEDINA Maire de Suze la Rousse, dûment convoqués le 23 juin 2023.

Présents : Nathalie SAGE, Françoise ALIBERT, Gérard GUÉRIN, Karine PRIEU, Rémy PARRIER, Adjoints. Jacques AUBERT, Carine FROMENT, Sandrine LABAUME, Frédéric NIEDDU, Héléna CHAFFOIS, Pascale LEGER, Blandine FONTAINE, Jérôme CHALAMET, Elisabeth GUYOT, Santo CALI.
Formant la majorité des membres en exercice.

Absents : Stéphanie JACOPIN procuration à Nathalie SAGE, Philippe PRINCET procuration à Blandine FONTAINE, Franck CARRU procuration à Pascale LEGER.

Le secrétariat a été assuré par Carine FROMENT.

Nombre de Membres en exercice :	19
Nombre de Membres présents :	16
Nombre de suffrages exprimés :	19
Votes Pour :	19
Votes Contre :	0
Abstention :	0

Monsieur le Maire expose :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Considérant l'avant-projet établi par le Cabinet Merlin, maître d'œuvre, concernant les travaux nécessaires à la réduction des eaux claires parasites sur le réseau d'assainissement,

Considérant qu'il est nécessaire de solliciter les différents partenaires financiers afin d'obtenir des subventions,

Monsieur le Maire donne lecture des principaux éléments des travaux prévus, à savoir :

- Phase 1 : rue de Cinsaults et Chemin de la Verdière : réhabilitation par chemisage sur 310 ml, renouvellement et/ou réhabilitation de 10 regards, reprises de 14 branchements.
- Phase 2 : route de Sainte Cécile : réhabilitation par chemisage sur 600 ml, renouvellement et/ou réhabilitation de 18 regards, reprises de 35 branchements.

REÇU EN PREFECTURE
le 30/06/2023
Application agréée E-legalite.com
99_DE-026-212603450-20230627-2023062705-

- Phase 3 : avenue des Côtes du Rhône et route de Sainte Cécile : mise en séparatif sur 700ml, création de 10 regards, renouvellement de 75 branchements.
- Phase 4 : rue de la Glacière : création réseau eau pluviale de 20ml, création d'un regard.
- Phase 5 : Traverse du Figuier : réhabilitation par chemisage sur 61 ml, renouvellement de 4 branchements.

Le coût estimatif du projet total (5 phases) s'élève à 884 000 € HT.

Monsieur le Maire propose de solliciter à nouveau l'Agence de l'Eau dans le cadre du contrat de bassin versant du Lez porté par le SMBVL.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide à la majorité,

- De solliciter une subvention de l'Agence de l'Eau au taux maximal pour financer les travaux de réduction des eaux claires parasites sur le réseau d'assainissement communal estimés à 884 000 € hors taxe.

- D'autoriser Monsieur le Maire à signer tous les documents nécessaires à la gestion de ce dossier.

Fait et délibéré en séance
le 27 juin 2023
Le Maire,
Hervé MEDINA

Le Secrétaire de séance,
Carine FROMENT

MAIRIE DE SUZE LA ROUSSE
26790 (DRÔME)

Publiée sur le site internet de la commune le 30 juin 2023

M. le Maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Grenoble ou sur www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'État.

REÇU EN PREFECTURE
le 30/06/2023
Application agréée E-legalite.com
99_DE-026-212603450-20230627-2023062705-

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE LA DRÔME

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL de la commune de SUZE LA ROUSSE

Séance du 27 juin 2023 – Délibération n° 06

OBJET : DEMANDE D'AIDE – ÉCONOMIE D'ÉNERGIE

L'an deux mille vingt-trois, le 27 du mois de juin à vingt heures, se sont réunis en salle du conseil les membres du Conseil municipal de la Commune de Suze la Rousse sous la présidence de Monsieur Hervé MEDINA Maire de Suze la Rousse, dûment convoqués le 23 juin 2023.

Présents : Nathalie SAGE, Françoise ALIBERT, Gérard GUÉRIN, Karine PRIEU, Rémy PARRIER, Adjoints. Jacques AUBERT, Carine FROMENT, Sandrine LABAUME, Frédéric NIEDDU, Héléna CHAFFOIS, Pascale LEGER, Blandine FONTAINE, Jérôme CHALAMET, Elisabeth GUYOT, Santo CALI.
Formant la majorité des membres en exercice.

Absents : Stéphanie JACOPIN procuration à Nathalie SAGE, Philippe PRINCET procuration à Blandine FONTAINE, Franck CARRU procuration à Pascale LEGER.

Le secrétariat a été assuré par Carine FROMENT.

Nombre de Membres en exercice :	19
Nombre de Membres présents :	16
Nombre de suffrages exprimés :	19
Votes Pour :	19
Votes Contre :	0
Abstention :	0

Monsieur le Maire expose :

En vertu de l'article L2224-31 du CGCT qui fixe le cadre des actions relatives aux économies d'énergie que peuvent faire réaliser les Autorités Organisatrices de Distribution de l'Energie (AODE), le SDED a adopté, en Comité syndical du 28 septembre 2021, le règlement d'attribution d'une aide financière aux petits travaux d'économies d'énergie en faveur des collectivités membres.

Celui-ci vient soutenir les dépenses répondant aux critères des Certificats d'Economies d'Energie (CEE). Son taux annuel est de 50 % pour les actions prioritaires et de 20 % pour les actions complémentaires jusqu'à une dépense éligible de 50 000 € HT cumulée sur 3 ans.

En contrepartie, le SDED récupère la propriété des CEE obtenus à l'issue des travaux.

REÇU EN PREFECTURE
le 30/06/2023
Application agréée E-legalite.com
99_DE-026-212603450-20230627-2023062706-

Pour bénéficier de ce soutien, la commune a adhéré jusqu'au 31 décembre 2024 au service de Conseil en Energie du SDED.

Compte tenu de ces éléments, le Conseil Municipal décide :

- d'autoriser le Maire à solliciter auprès du SDED une aide technique et financière au titre de la rénovation de menuiseries du bâtiment de la Poste.
- de céder au SDED les Certificats d'Economies d'Energie (CEE) issus des travaux réalisés.

Fait et délibéré en séance
le 27 juin 2023
Le Maire,
Hervé MEDINA

Le Secrétaire de séance,
Carine FROMENT

MAIRIE DE SUZE LA ROUSSE
26790 (DRÔME)

Publiée sur le site internet de la commune le 30 juin 2023

M. le Maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Grenoble ou sur www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'État.

REÇU EN PREFECTURE
le 30/06/2023
Application agréée E-legalite.com
99_DE-026-212603450-20230627-2023062706-

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE LA DRÔME

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL de la commune de SUZE LA ROUSSE

Séance du 27 juin 2023 – Délibération n° 07

OBJET : GARANTIE DES EMPRUNTS CONTRACTÉS PAR ADIS

L'an deux mille vingt-trois, le 27 du mois de juin à vingt heures, se sont réunis en salle du conseil les membres du Conseil municipal de la Commune de Suze la Rousse sous la présidence de Monsieur Hervé MEDINA Maire de Suze la Rousse, dûment convoqués le 23 juin 2023.

Présents : Nathalie SAGE, Françoise ALIBERT, Gérard GUÉRIN, Karine PRIEU, Rémy PARRIER, Adjoints. Jacques AUBERT, Carine FROMENT, Sandrine LABAUME, Frédéric NIEDDU, Héléna CHAFFOIS, Pascale LEGER, Blandine FONTAINE, Jérôme CHALAMET, Elisabeth GUYOT, Santo CALI.
Formant la majorité des membres en exercice.

Absents : Stéphanie JACOPIN procuration à Nathalie SAGE, Philippe PRINCET procuration à Blandine FONTAINE, Franck CARRU procuration à Pascale LEGER.

Le secrétariat a été assuré par Carine FROMENT.

Nombre de Membres en exercice :	19
Nombre de Membres présents :	16
Nombre de suffrages exprimés :	19
Votes Pour :	11
Votes Contre :	5
Abstention :	3

Vu le rapport établi par Monsieur le Maire ;

La présente garantie est sollicitée dans les conditions fixées ci-dessous.

Vu les articles, L 2252-1 et L 2252-2 du Code Général des collectivités territoriales ;

Vu l'article 2305 du Code civil ;

Vu le Contrat de Prêt n° 144788 en annexe signé entre SA HLM ADIS ci-après l'emprunteur, et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide à la majorité :

Article 1 :
Le conseil municipal de la commune de Suze la Rousse accorde sa garantie à hauteur de 50% pour le remboursement d'un Prêt d'un montant total de 1 295 789,00 euros souscrit par l'emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux conditions du Contrat de prêt n° 144788 constitué de 2 lignes du prêt.

REÇU EN PREFECTURE
le 30/06/2023
Application agréée E-legalite.com
99_DE-026-212603450-20230627-2023062707-

La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal de 647 894,50 euros augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de Prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :
La garantie est accordée aux conditions suivantes :

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre recommandée de la Caisse des Dépôts et Consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 3 :
Le Conseil s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de Prêt.

Fait et délibéré en séance
le 27 juin 2023
Le Maire,
Hervé MEDINA

Le Secrétaire de séance,
Carine FROMENT

MAIRIE DE SUZE LA ROUSSE
26790 (DRÔME)

Publiée sur le site internet de la commune le 30 juin 2023

M. le Maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Grenoble ou sur www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'État.

REÇU EN PREFECTURE
le 30/06/2023
Application agréée E-legalite.com
99_DE-026-212603450-20230627-2023062707-

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Hubert ROCHE
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
Signé électroniquement le 07/04/2023 10:49:02

Nicolas CALVIER
DIRECTEUR GENERAL
SA HLM ADIS
Signé électroniquement le 13/04/2023 08 04 :02

CONTRAT DE PRÊT

N° 144788

Entre

SA HLM ADIS - n° 000104968

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

99-PR0068 V3.38.1 page 1/24
Prêt de prêt n° 144788 Emprunteur n° 000104968

Caisse des dépôts et consignations
Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

REÇU EN PREFECTURE
le 30/06/2023
Application agréée E-legalite.com
99_DE-026-212603450-20230627-2023062707-

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

Entre

SA HLM ADIS, SIREN n°: 386220032, sis(e) 26 ALLEES DE LA GUINGUETTE CS 50063 07205 AUBENAS CEDEX,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **SA HLM ADIS** » ou « **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

0-PR0068 V3.38.1 page 2/24
t de prêt n° 144788 Emprunteur n° 000104968

REÇU EN PREFECTURE
le 30/06/2023
Application agréée E-legalite.com
99_DE-026-212603450-20230627-2023062707-

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PRÉAMBULE

La Caisse des Dépôts et ses filiales constituent un groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique du pays : la Caisse des Dépôts assure ses missions d'intérêt général en appui des politiques publiques, nationales et locales, notamment au travers de sa direction, la Banque des Territoires (ci-après « Banque des Territoires »).

La Banque des Territoires accompagne les grandes évolutions économiques et sociétales du pays. Ses priorités s'inscrivent en soutien des grandes orientations publiques au service de la croissance, de l'emploi et du développement économique et territorial du pays.

PRO068 V3.38.1 page 3/24
de prêt n° 144788 Emprunteur n° 000104968

REÇU EN PREFECTURE
le 30/06/2023
Application agréée E-legalite.com
99_DE-026-212603450-20230627-2023062707-

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.5
ARTICLE 2	PRÊT	P.5
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.5
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.5
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.6
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.9
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.12
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.13
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.14
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.15
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.15
ARTICLE 14	COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES	P.15
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.16
ARTICLE 16	GARANTIES	P.18
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.19
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.22
ARTICLE 19	DISPOSITIONS DIVERSES	P.22
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.24
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.24
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.24
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

PR0068 V3.38.1 page 4/24
de prêt n° 144788 Emprunteur n° 000104968

REÇU EN PREFECTURE
le 30/06/2023
Application agréée E-legalite.com
99_DE-026-212603450-20230627-2023062707-

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération SUZE LA ROUSSE Tranche 2 12 logements, Parc social public, Construction de 12 logements situés Chemin de l'Estagnier 26790 SUZE-LA-ROUSSE.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum d'un million deux-cent-quatre-vingt-quinze mille sept-cent-quatre-vingt-neuf euros (1 295 789,00 euros) constitué de 2 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article **« Objet du Prêt »** et selon l'affectation suivante :

- PLAI, d'un montant de trois-cent-trente-trois mille quatre-cent-quarante-et-un euros (333 441,00 euros) ;
- PLUS, d'un montant de neuf-cent-soixante-deux mille trois-cent-quarante-huit euros (962 348,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article **« Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat »** pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.
Le présent Contrat n'est en aucun cas susceptible de renouvellement ou reconduction tacite.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG) ainsi que le taux de période applicable au Prêt, figurant à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**, sont donnés en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature, directs ou indirects, nécessaires à l'octroi du Prêt.

L'Emprunteur reconnait que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

L'Emprunteur reconnait avoir procédé personnellement à toutes les estimations et investigations qu'il considère nécessaires pour apprécier le coût total de chaque Ligne du Prêt et reconnaît avoir obtenu tous les renseignements nécessaires de la part du Prêteur.

O-PR0066 V3.38.1 page 5/24
t de prêt n° 144788 Emprunteur n° 000104968

REÇU EN PREFECTURE
le 30/06/2023
Application agréée E-legalite.com
99_DE-026-212603450-20230627-2023062707-

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt que :
- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.
Les éventuels frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article **« Garanties »**.

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les **« Autorisations »** désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notarisation ou enregistrement.

Le **« Contrat »** désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La **« Courbe de Taux de Swap Euribor »** désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Euribor.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Euribor sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Euribor (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La **« Courbe de Taux de Swap Inflation »** désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Inflation.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Inflation sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Inflation (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La **« Date de Début de la Phase d'Amortissement »** correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les **« Dates d'Echéances »** correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La **« Date d'Effet »** du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article **« Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat »** a (ont) été remplie(s).

O-PR0088 V3.38.1 page 6/24
t de prêt n° 144788 Emprunteur n° 000104968

REÇU EN PREFECTURE
le 30/06/2023
Application agréée E-legalite.com
99_DE-026-212603450-20230627-2023062707-

La **« Date Limite de Mobilisation »** correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La **« Durée de la Ligne du Prêt »** désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La **« Durée totale du Prêt »** désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La **« Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt »** désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La **« Garantie »** est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La **« Garantie publique »** désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'**« Index »** désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'**« Index Livret A »** désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas d'indisponibilité temporaire de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le **« Jour ouvré »** désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La **« Ligne du Prêt »** désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le **« Livret A »** désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

0-PR0068 V3.38.1 page 7/24
t de prêt n° 144788 Emprunteur n° 000104968

REÇU EN PREFECTURE
le 30/06/2023
Application agréée E-legalite.com
99_DE-026-212603450-20230627-2023062707-

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Les « **Normes en matière de lutte contre la corruption** » signifient (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre la corruption, notamment celles contenues au titre III du livre IV du code pénal, à la section 3 du Chapitre II (« manquements au devoir de probité »), ainsi qu'à la section 1 du chapitre V (« corruption des personnes n'exerçant pas une fonction publique ») du titre IV, (ii) la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, dite loi Sapin II ; (iii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre la corruption dans la mesure où celles-ci sont applicables.

Le « **Pays Sanctionné** » signifie tout pays ou territoire faisant l'objet, au titre des Réglementations Sanctions, de restrictions générales relatives aux exportations, importations, financements ou investissements.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Echéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « **Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le « **Prêt** » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « **Prêt** ».

Le « **Prêt Locatif à Usage Social** » **(PLUS)** est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

Le « **Prêt Locatif Aidé d'Intégration** » **(PLAI)** est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locatifs très sociaux.

La « **Réglementation relative à la Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT)** » signifie (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent, notamment celles contenues au Livre III, titre II « Des autres atteintes aux biens » du Code pénal, et relatives à la lutte contre le financement du terrorisme, notamment celles contenues au Livre IV, Titre II « Du Terrorisme » du Code pénal ainsi que celles contenues au Livre V, Titre VI « Obligations relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement des activités terroristes, les loteries, jeux et paris prohibés et l'évasion et la fraude fiscale » du Code monétaire et financier et (ii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La « **Réglementation Sanctions** » signifie les mesures restrictives adoptées, administrées, imposées ou mises en oeuvre par le Conseil de Sécurité des Nations Unies et/ou l'Union Européenne et/ou la République Française au travers de la Direction Générale du Trésor (DGT) et/ou le gouvernement américain au travers de l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) du Trésor américain et/ou toute autre autorité équivalente prononçant des mesures restrictives, dans la mesure où celles-ci sont applicables.

PRO-PR0068 V3.38.1 page 8/24
Contrat de prêt n° 144788 Emprunteur n° 000104968

REÇU EN PREFECTURE
le 30/06/2023
Application agréée E-legalite.com
99_DE-026-212603450-20230627-2023062707-

La **« Révision »** consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La **« Double Révisabilité Limitée » (DL)** signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel et le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index. Toutefois, le taux de progressivité des échéances ne peut être inférieur à son taux plancher.

Le **« Taux de Swap Euribor »** désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index Euribor par référence aux taux composites Bloomberg pour la Zone euro disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide de la fonction <IRSB>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le **« Taux de Swap Inflation »** désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap, par référence aux taux London composites swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La **« Valeur de Marché de la Ligne du Prêt »** désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :
- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index Inflation ;
- sur une combinaison des Courbes de Taux de Swap des indices de référence utilisés au sein des formules en vigueur, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le **« Versement »** désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

O-PR0068 V3.38.1 page 9/24
t de prêt n° 144788 Emprunteur n° 000104968

REÇU EN PREFECTURE
le 30/06/2023
Application agréée E-legalite.com
99_DE-026-212603450-20230627-2023062707-

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **06/07/2023** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;
- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article **« Déclarations et Engagements de l'Emprunteur »** ;
- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article **« Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières »**, ne soit survenu ou susceptible de survenir ;
- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;
- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article **« Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt »** ;
- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
  - Contrat de prêt(s) signé de l'ensemble des parties
  - Garantie(s) conforme(s)
  - Attestation caractère définitif permis construire

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article **« Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt »**, à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

PRO-PR0068 V3.38.1 page 10/24
Contrat de prêt n° 144788 Emprunteur n° 000104968

REÇU EN PREFECTURE
le 30/06/2023
Application agréée E-legalite.com
99_DE-026-212603450-20230627-2023062707-

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, un échéancier de Versements pour chaque Ligne du Prêt est proposé par le Prêteur à l'Emprunteur. Cet échéancier est positionné à la Date Limite de Mobilisation des fonds.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :
toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :
- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

0-PR0068 V3.38.1 page 11/24
t de prêt n° 144788 Emprunteur n° 000104968

REÇU EN PREFECTURE
le 30/06/2023
Application agréée E-legalite.com
99_DE-026-212603450-20230627-2023062707-

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLAI	PLUS		
Enveloppe	-	-		
Identifiant de la Ligne du Prêt	5525150	5525149		
Montant de la Ligne du Prêt	333 441 €	962 348 €		
Commission d'instruction	0 €	0 €		
Durée de la période	Annuelle	Annuelle		
Taux de période	2,8 %	3,6 %		
TEG de la Ligne du Prêt	2,8 %	3,6 %		
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	40 ans		
Index[1]	Livret A	Livret A		
Marge fixe sur index	- 0,2 %	0,6 %		
Taux d'intérêt[2]	2,8 %	3,6 %		
Périodicité	Annuelle	Annuelle		
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)		
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle		
Modalité de révision	DL	DL		
Taux de progressivité de l'échéance	0 %	0 %		
Taux plancher de progressivité des échéances	0 %	0 %		
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent		
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360		

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 3 % (Livret A).

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

0-PR0068 V3.38.1 page 12/24
t de prêt n° 144788 Emprunteur n° 000104968

REÇU EN PREFECTURE
le 30/06/2023
Application agréée E-legalite.com
99_DE-026-212603450-20230627-2023062707-

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**, font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisabilité Limitée » avec un plancher à 0 %, le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne de Prêt est déterminé selon la formule : $I' = T + M$

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : $P' = (1+I')(1+P) / (1+I) - 1$
Si le résultat calculé selon la formule précédente est négatif, P' est alors égal à 0 %

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

SUBSTITUTION DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S) EN CAS DE DISPARITION DÉFINITIVE DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S)

L'Emprunteur reconnaît que les Index et les indices nécessaires à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Euribor, de la Courbe de Taux de Swap Inflation et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT sont susceptibles d'évoluer en cours d'exécution du présent Contrat.

PRO-PR0068 V3.38.1 page 13/24
Contrat de prêt n° 144788 Emprunteur n° 000104968

REÇU EN PREFECTURE
le 30/06/2023
Application agréée E-legalite.com
99_DE-026-212603450-20230627-2023062707-

En particulier,
- si un Index ou un indice nécessaire à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Inflation, de la Courbe de Taux de Swap Euribor et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT cesse d'être publié de manière permanente et définitive,
- s'il est publiquement et officiellement reconnu que ledit indice a cessé d'être représentatif du marché ou de la réalité économique sous-jacent qu'il entend mesurer ; ou
- si son administrateur fait l'objet d'une procédure de faillite ou de résolution ou d'un retrait d'agrément

(ci-après désignés comme un « Evénement »),
le Prêteur désignera l'indice qui se substituera à ce dernier à compter de la disparition effective de l'indice affecté par un Evénement (ou à toute autre date antérieure déterminée par le Prêteur) parmi les indices de référence officiellement désignés ou recommandés, par ordre de priorité :
(1) par l'administrateur de l'indice affecté par un Evénement ;
(2) en cas de non désignation d'un successeur dans l'administration de l'indice affecté par un Evènement, par toute autorité compétente (en ce compris la Commission Européenne ou les pouvoirs publics) ; ou
(3) par tout groupe de travail ou comité mis en place ou constitué à la demande de l'une quelconque des entités visées au (1) ou au (2) ci-dessus comme étant le (ou les) indices de référence de substitution de l'indice affecté par un Evénement, étant précisé que le Prêteur se réserve le droit d'appliquer ou non la marge d'ajustement recommandée.
Le Prêteur, agissant de bonne foi, pourra en outre procéder à certains ajustements relatifs aux modalités de détermination et de décompte des intérêts afin de préserver l'équilibre économique des opérations réalisées entre l'Emprunteur et le Prêteur.
En particulier, si l'Index Euribor est affecté par un Evénement, le Prêteur pourra substituer au Taux de Swap Euribor le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'indice de substitution choisi. L'indice de substitution et les éventuels ajustements y afférents seront notifiés à l'Emprunteur.
Afin de lever toute ambigüité, il est précisé que le présent paragraphe (Substitution de l'Index – disparition permanente et définitive de l'Index et/ou autres indices) et l'ensemble de ses stipulations s'appliqueront mutatis mutandis à tout taux successeur de l'Index initial et/ou des autres indices initiaux qui serait à son tour affecté par un Evènement.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

O-PR0068 V3.38.1 page 14/24
t de prêt n° 144788 Emprunteur n° 000104968

REÇU EN PREFECTURE
le 30/06/2023
Application agréée E-legalite.com
99_DE-026-212603450-20230627-2023062707-

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et **« Détermination des Taux »**.

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation reçue par le Prêteur à cet effet.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

O-PR0368 V3.38.1 page 15/24
t de prêt n° 144788 Emprunteur n° 000104968

REÇU EN PREFECTURE
le 30/06/2023
Application agréée E-legalite.com
99_DE-026-212603450-20230627-2023062707-

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

15.1 Déclarations de l'Emprunteur :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de ses obligations prévues à l'article 1112-1 du Code civil et avoir échangé à cette fin avec le Prêteur toutes les informations qu'il estimait, au regard de leur importance, déterminantes pour le consentement de l'autre Partie ;

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;

- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;

- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;

- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;

- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;

- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;

- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;

- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;

- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

15.2 Engagements de l'Emprunteur :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article **« Objet du Prêt »** du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;

- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;

- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;

- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article **« Garanties »** du Contrat ;

- obtenir tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que celles-ci nécessaires ou requises pour réaliser l'opération sont délivrées et maintenues en vigueur ;

G-PR0068 V3.38.1 page 16/24
Emprunteur n° 000104968
t de prêt n° 144788

REÇU EN PREFECTURE
le 30/06/2023
Application agréée E-legalite.com
99_DE-026-212603450-20230627-2023062707-

- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;

- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;

- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;

- informer, le cas échéant, préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :

  - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
  - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;

- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;

- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;

- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;

- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;

- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

90-PR0068 V3.38.1 page 17/24
at de prêt n° 144788 Emprunteur n° 000104968

REÇU EN PREFECTURE
le 30/06/2023
Application agréée E-legalite.com
99_DE-026-212603450-20230627-2023062707-

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;

- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;

- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;

- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;

- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ,

- réaliser au moyen des fonds octroyés une opération immobilière conforme aux exigences de l'un des référentiels suivants : PERENE pour la Réunion, ECODOM + pour la Guadeloupe, la Guyane et la Martinique ou tout autre référentiel reconnu par la Caisse des Dépôts et présentant des niveaux d'exigences équivalents ou supérieurs aux référentiels précités.

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	DEPARTEMENT DE LA DROME	50,00
Collectivités locales	COMMUNE DE SUZE LA ROUSSE	50,00

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.

0-PR0066 V3.38.1 page 18/24
t de prêt n° 144788 Emprunteur n° 000104968

REÇU EN PREFECTURE
le 30/06/2023
Application agréée E-legalite.com
99_DE-026-212603450-20230627-2023062707-

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.
Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.
Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».
Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.
L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son replacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

90-PR0068 V3.38.1 page 19/24
Contrat de prêt n° 144788 Emprunteur n° 000104968

REÇU EN PREFECTURE
le 30/06/2023
Application agréée E-legalite.com
99_DE-026-212603450-20230627-2023062707-

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraineront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;

- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;

- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;

- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;

- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article **«Objet du Prêt»** du Contrat ;

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article **« Déclarations et Engagements de l'Emprunteur »**, ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

PRO-PR0068 V3.38.1 page 20/24
Prêt de prêt n° 144788 Emprunteur n° 000104968

REÇU EN PREFECTURE
le 30/06/2023
Application agréée E-legalite.com
99_DE-026-212603450-20230627-2023062707-

17.2.2 Deuxième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;

- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;

- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;

- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;

- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;

- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

Caisse des dépôts et consignations
Direction régionale - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

REÇU EN PREFECTURE
le 30/06/2023
Application agréée E-legalite.com
99_DE-026-212603450-20230627-2023062707-

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 19 DISPOSITIONS DIVERSES

19.1 Non renonciation

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.
L'exercice partiel d'un droit ne sera pas un obstacle à son exercice ultérieur, ni à l'exercice, plus généralement, des droits et recours prévus par toute réglementation.

19.2 Imprévision

Sans préjudice des autres stipulations du Contrat, chacune des Parties convient que l'application des dispositions de l'article 1195 du Code civil à ses obligations au titre du présent contrat est écartée et reconnaît qu'elle ne sera pas autorisée à se prévaloir des dispositions de l'article 1195 dudit code.

19.3 Nullité

Même si l'une des clauses ou stipulations du Contrat est réputée, en tout ou partie, nulle ou caduque, la validité du Contrat n'est pas affectée.

19.4 Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) et lutte anti-corruption (LAC)

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs ne se sont comportés d'une manière susceptible d'enfreindre les Réglementations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux, et de financement du terrorisme (LCB-FT), ou aux normes en matière de lutte anti-corruption (LAC) qui leur sont applicables.

En outre, l'Emprunteur a pris et maintient toutes les mesures nécessaires et a notamment adopté et met en oeuvre des procédures et lignes de conduite adéquates afin de prévenir toute violation de ces lois, réglementations et règles.

L'Emprunteur s'engage :

O-PR0069 V3.38.1 page 22/24
t de prêt n° 144788 Emprunteur n° 000104968

REÇU EN PREFECTURE
le 30/06/2023
Application agréée E-legalite.com
99_DE-026-212603450-20230627-2023062707-

(i) à ne pas utiliser, directement ou indirectement, tout ou partie du produit du Prêt pour prêter, apporter ou mettre à disposition d'une quelconque manière ledit produit à toute personne ou entité ayant pour effet d'entraîner un non-respect des Réglementations relatives à la LCB-FT ou à la LAC.

(ii) à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de toute plainte, action, procédure, mise en demeure ou investigation relative à une violation des lois et/ou réglementations en matière de LCB-FT ou de LAC concernant une des personnes susmentionnées.

En vertu des dispositions légales et réglementaires en vigueur relatives à LCB-FT et des sanctions pénales y attachées, le Prêteur a l'obligation de maintenir une connaissance actualisée de l'Emprunteur, de s'informer de l'identité véritable des personnes au bénéfice desquelles les opérations sont réalisées le cas échéant (bénéficiaires effectifs) et de s'informer auprès de l'Emprunteur lorsqu'une opération lui apparaît inhabituelle en raison notamment de ses modalités ou de son montant ou de son caractère exceptionnel. A ce titre, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, sera notamment tenu de déclarer les sommes ou opérations pouvant provenir de toute infraction passible d'une peine privative de liberté supérieure à un an ou qui pourraient participer au financement du terrorisme.

Dans le respect des lois et réglementations en vigueur, pendant toute la durée du Contrat de Prêt, l'Emprunteur (i) est informé que, pour répondre à ses obligations légales, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, met en oeuvre des traitements de surveillance ayant pour finalité la LCB-FT, (ii) s'engage à communiquer à première demande au Prêteur, ou à l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, tout document ou information nécessaires aux fins de respecter toute obligation qui lui est imposée par toute disposition légale ou réglementaire relative à la LCB-FT, (iii) s'engage à ce que les informations communiquées soient exactes, complètes et à jour et (iv) reconnaît que l'effet des règles ou décisions des autorités françaises, internationales ou étrangères peuvent affecter, suspendre ou interdire la réalisation de certaines opérations.

19.5 Sanctions internationales

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs (i) ne sont actuellement pas visés par les, ou soumis aux, Réglementations Sanctions, (ii) ne sont actuellement pas situés, organisés ou résidents dans un pays ou territoire qui est visé par ou soumis à, ou dont le gouvernement est visé par ou soumis à, l'une des Réglementations Sanctions et/ou (iii) ne sont pas engagés dans des activités qui seraient interdites par les Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à respecter l'ensemble des Réglementations Sanctions et à ne pas utiliser, prêter, investir, ou mettre autrement à disposition le produit du prêt (i) dans un Pays Sanctionné ou (ii) d'une manière qui entrainerait une violation par l'Emprunteur des Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de tout soupçon ou connaissance qu'il pourrait avoir sur le fait que l'une des personnes susmentionnées est en violation des Réglementations Sanctions.

19.6 Cession

L'Emprunteur ne pourra en aucun cas céder ni transférer l'un quelconque de ses droits ou de l'ensemble de ses droits ou obligations en vertu du présent contrat sans avoir au préalable obtenu l'accord écrit du Prêteur.

Le Prêteur pourra, après avoir informé l'Emprunteur, céder ou transférer tout ou partie des droits ou obligations découlant du présent contrat.

60-PR0068 V3.38.1 page 23/24
at de prêt n° 144788 Emprunteur n° 000104968

REÇU EN PREFECTURE
le 30/06/2023
Application agréée E-legalite.com
99_DE-026-212603450-20230627-2023062707-

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions, pénalités et indemnités** ».

Les frais de constitution des Garanties, de réalisation des formalités de publicité éventuelles et les frais liés à leur renouvellement seront supportés par l'Emprunteur.

Les impôts et taxes présents et futurs, de quelque nature que ce soit, et qui seraient la suite ou la conséquence du Prêt seront également acquittés par l'Emprunteur ou remboursés au Prêteur en cas d'avance par ce dernier, et définitivement supportés par l'Emprunteur.

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions du second degré de Paris.

O-PR0058 V3.38.1 page 24/24
t de prêt n° 144788 Emprunteur n° 000104968

REÇU EN PREFECTURE
le 30/06/2023
Application agréée E-legalite.com
99_DE-026-212603450-20230627-2023062707-

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES
Délégation de LYON

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 06/04/2023

Emprunteur : 0104968 - ADIS SA HLM
N° du Contrat de Prêt : 144788 / N° de la Ligne du Prêt : 5525150
Opération : Construction
Produit : PLAI

Capital prêté : 333 441 €
Taux actuariel théorique : 2,80 %
Taux effectif global : 2,80 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	06/04/2024	2,80	13 962,80	4 626,45	9 336,35	0,00	328 814,55	0,00
2	06/04/2025	2,80	13 962,80	4 755,99	9 206,81	0,00	324 058,56	0,00
3	06/04/2026	2,80	13 962,80	4 889,16	9 073,64	0,00	319 169,40	0,00
4	06/04/2027	2,80	13 962,80	5 026,06	8 936,74	0,00	314 143,34	0,00
5	06/04/2028	2,80	13 962,80	5 166,79	8 796,01	0,00	308 976,55	0,00
6	06/04/2029	2,80	13 962,80	5 311,46	8 651,34	0,00	303 665,09	0,00
7	06/04/2030	2,80	13 962,80	5 460,18	8 502,62	0,00	298 204,91	0,00
8	06/04/2031	2,80	13 962,80	5 613,06	8 349,74	0,00	292 591,85	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

PR0080-PR0082 V3.0
Offre Contractuelle n° 144788 Emprunteur n° 0001049 68

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

REÇU EN PREFECTURE
le 30/06/2023
Application agréée E-legalite.com
99_DE-026-212603450-20230627-2023062707-

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES
Délégation de LYON

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 06/04/2023

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
9	06/04/2032	2,80	13 962,80	5 770,23	8 192,57	0,00	286 821,62	0,00
10	06/04/2033	2,80	13 962,80	5 931,79	8 031,01	0,00	280 889,83	0,00
11	06/04/2034	2,80	13 962,80	6 097,88	7 864,92	0,00	274 791,95	0,00
12	06/04/2035	2,80	13 962,80	6 268,63	7 694,17	0,00	268 523,32	0,00
13	06/04/2036	2,80	13 962,80	6 444,15	7 518,65	0,00	262 079,17	0,00
14	06/04/2037	2,80	13 962,80	6 624,58	7 338,22	0,00	255 454,59	0,00
15	06/04/2038	2,80	13 962,80	6 810,07	7 152,73	0,00	248 644,52	0,00
16	06/04/2039	2,80	13 962,80	7 000,75	6 962,05	0,00	241 643,77	0,00
17	06/04/2040	2,80	13 962,80	7 196,77	6 766,03	0,00	234 447,00	0,00
18	06/04/2041	2,80	13 962,80	7 398,28	6 564,52	0,00	227 048,72	0,00
19	06/04/2042	2,80	13 962,80	7 605,44	6 357,36	0,00	219 443,28	0,00
20	06/04/2043	2,80	13 962,80	7 818,39	6 144,41	0,00	211 624,89	0,00
21	06/04/2044	2,80	13 962,80	8 037,30	5 925,50	0,00	203 587,59	0,00
22	06/04/2045	2,80	13 962,80	8 262,35	5 700,45	0,00	195 325,24	0,00
23	06/04/2046	2,80	13 962,80	8 493,69	5 469,11	0,00	186 831,55	0,00
24	06/04/2047	2,80	13 962,80	8 731,52	5 231,28	0,00	178 100,03	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 144786 Emprunteur n° 000104966

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

REÇU EN PREFECTURE
le 30/06/2023
Application agréée E-legalite.com
99_DE-026-212603450-20230627-2023062707-

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES
Délégation de LYON

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 06/04/2023

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
25	06/04/2048	2,80	13 962,80	8 976,00	4 986,80	0,00	169 124,03	0,00
26	06/04/2049	2,80	13 962,80	9 227,33	4 735,47	0,00	159 896,70	0,00
27	06/04/2050	2,80	13 962,80	9 485,69	4 477,11	0,00	150 411,01	0,00
28	06/04/2051	2,80	13 962,80	9 751,29	4 211,51	0,00	140 659,72	0,00
29	06/04/2052	2,80	13 962,80	10 024,33	3 938,47	0,00	130 635,39	0,00
30	06/04/2053	2,80	13 962,80	10 305,01	3 657,79	0,00	120 330,38	0,00
31	06/04/2054	2,80	13 962,80	10 593,55	3 369,25	0,00	109 736,83	0,00
32	06/04/2055	2,80	13 962,80	10 890,17	3 072,63	0,00	98 846,66	0,00
33	06/04/2056	2,80	13 962,80	11 195,09	2 767,71	0,00	87 651,57	0,00
34	06/04/2057	2,80	13 962,80	11 508,56	2 454,24	0,00	76 143,01	0,00
35	06/04/2058	2,80	13 962,80	11 830,80	2 132,00	0,00	64 312,21	0,00
36	06/04/2059	2,80	13 962,80	12 162,06	1 800,74	0,00	52 150,15	0,00
37	06/04/2060	2,80	13 962,80	12 502,60	1 460,20	0,00	39 647,55	0,00
38	06/04/2061	2,80	13 962,80	12 852,67	1 110,13	0,00	26 794,88	0,00
39	06/04/2062	2,80	13 962,80	13 212,54	750,26	0,00	13 582,34	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 144798 Emprunteur n° 000104968

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

REÇU EN PREFECTURE
le 30/06/2023
Application agréée E-legalite.com
99_DE-026-212603450-20230627-2023062707-

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES
Délégation de LYON

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 06/04/2023

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
40	06/04/2063	2,80	13 962,65	13 582,34	380,31	0,00	0,00	0,00
Total			558 511,65	333 441,00	225 070,65	0,00		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent contrat est de 3,00 % (Livret A).

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 144788 Emprunteur n° 000104668

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

REÇU EN PREFECTURE
le 30/06/2023
Application agréée E-legalite.com
99_DE-026-212603450-20230627-2023062707-

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES
Délégation de LYON

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 06/04/2023

Emprunteur : 0104968 - ADIS SA HLM
N° du Contrat de Prêt : 144788 / N° de la Ligne du Prêt : 5525149
Opération : Construction
Produit : PLUS

Capital prêté : 962 348 €
Taux actuariel théorique : 3,60 %
Taux effectif global : 3,60 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	06/04/2024	3,60	45 765,68	11 121,15	34 644,53	0,00	951 226,85	0,00
2	06/04/2025	3,60	45 765,68	11 521,51	34 244,17	0,00	939 705,34	0,00
3	06/04/2026	3,60	45 765,68	11 936,29	33 829,39	0,00	927 769,05	0,00
4	06/04/2027	3,60	45 765,68	12 365,99	33 399,69	0,00	915 403,06	0,00
5	06/04/2028	3,60	45 765,68	12 811,17	32 954,51	0,00	902 591,89	0,00
6	06/04/2029	3,60	45 765,68	13 272,37	32 493,31	0,00	889 319,52	0,00
7	06/04/2030	3,60	45 765,68	13 750,18	32 015,50	0,00	875 569,34	0,00
8	06/04/2031	3,60	45 765,68	14 245,18	31 520,50	0,00	861 324,16	0,00
9	06/04/2032	3,60	45 765,68	14 758,01	31 007,67	0,00	846 566,15	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 144788 Emprunteur n° 000104968

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

REÇU EN PREFECTURE
le 30/06/2023
Application agréée E-legalite.com
99_DE-026-212603450-20230627-2023062707-

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES
Délégation de LYON

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 06/04/2023

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
10	06/04/2033	3,60	45 765,68	15 289,30	30 476,38	0,00	831 276,85	0,00
11	06/04/2034	3,60	45 765,68	15 839,71	29 925,97	0,00	815 437,14	0,00
12	06/04/2035	3,60	45 765,68	16 409,94	29 355,74	0,00	799 027,20	0,00
13	06/04/2036	3,60	45 765,68	17 000,70	28 764,98	0,00	782 026,50	0,00
14	06/04/2037	3,60	45 765,68	17 612,73	28 152,95	0,00	764 413,77	0,00
15	06/04/2038	3,60	45 765,68	18 246,78	27 518,90	0,00	746 166,99	0,00
16	06/04/2039	3,60	45 765,68	18 903,67	26 862,01	0,00	727 263,32	0,00
17	06/04/2040	3,60	45 765,68	19 584,20	26 181,48	0,00	707 679,12	0,00
18	06/04/2041	3,60	45 765,68	20 289,23	25 476,45	0,00	687 389,89	0,00
19	06/04/2042	3,60	45 765,68	21 019,64	24 746,04	0,00	666 370,25	0,00
20	06/04/2043	3,60	45 765,68	21 776,35	23 989,33	0,00	644 593,90	0,00
21	06/04/2044	3,60	45 765,68	22 560,30	23 205,38	0,00	622 033,60	0,00
22	06/04/2045	3,60	45 765,68	23 372,47	22 393,21	0,00	598 661,13	0,00
23	06/04/2046	3,60	45 765,68	24 213,88	21 551,80	0,00	574 447,25	0,00
24	06/04/2047	3,60	45 765,68	25 085,58	20 680,10	0,00	549 361,67	0,00
25	06/04/2048	3,60	45 765,68	25 988,66	19 777,02	0,00	523 373,01	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 144788 Emprunteur n° 000104968

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

REÇU EN PREFECTURE
le 30/06/2023
Application agréée E-legalite.com
99_DE-026-212603450-20230627-2023062707-

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES
Délégation de LYON

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 06/04/2023

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
26	06/04/2049	3,60	45 765,68	26 924,25	18 841,43	0,00	496 448,76	0,00
27	06/04/2050	3,60	45 765,68	27 893,52	17 872,16	0,00	468 555,24	0,00
28	06/04/2051	3,60	45 765,68	28 897,69	16 867,99	0,00	439 657,55	0,00
29	06/04/2052	3,60	45 765,68	29 938,01	15 827,67	0,00	409 719,54	0,00
30	06/04/2053	3,60	45 765,68	31 015,78	14 749,90	0,00	378 703,76	0,00
31	06/04/2054	3,60	45 765,68	32 132,34	13 633,34	0,00	346 571,42	0,00
32	06/04/2055	3,60	45 765,68	33 289,11	12 476,57	0,00	313 282,31	0,00
33	06/04/2056	3,60	45 765,68	34 487,52	11 278,16	0,00	278 794,79	0,00
34	06/04/2057	3,60	45 765,68	35 729,07	10 036,61	0,00	243 065,72	0,00
35	06/04/2058	3,60	45 765,68	37 015,31	8 750,37	0,00	206 050,41	0,00
36	06/04/2059	3,60	45 765,68	38 347,87	7 417,81	0,00	167 702,54	0,00
37	06/04/2060	3,60	45 765,68	39 728,39	6 037,29	0,00	127 974,15	0,00
38	06/04/2061	3,60	45 765,68	41 158,61	4 607,07	0,00	86 815,54	0,00
39	06/04/2062	3,60	45 765,68	42 640,32	3 125,36	0,00	44 175,22	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 144788 Emprunteur n° 000104968

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

REÇU EN PREFECTURE
le 30/06/2023
Application agréée E-legalite.com
99_DE-026-212603450-20230627-2023062707-

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES
Délégation de LYON

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 06/04/2023

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
40	06/04/2063	3,60	45 765,53	44 175,22	1 590,31	0,00	0,00	0,00
Total			**1 830 627,05**	**962 348,00**	**868 279,05**	**0,00**		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent contrat est de 3,00 % (Livret A).

PR0093-PR0092_V3.0
Offre Contractuelle n° 144786 Emprunteur n° 000104988

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

REÇU EN PREFECTURE
le 30/06/2023
Application agréée E-legalite.com
99_DE-026-212603450-20230627-2023062707-